



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

142^e ASSEMBLÉE DE L'UIP

Session en ligne, 24-28 mai 2021

Assemblée
Point 1

A/142/1-Inf.1
31 mars 2021

Débat général

Surmonter la pandémie aujourd'hui et mieux construire l'avenir : le rôle des parlements

Note d'orientation

Depuis plus d'un an, le monde est aux prises avec la pandémie de COVID-19 et les crises sanitaire et socio-économique qui y sont associées. Au niveau mondial, on dénombre au moins 110 millions de cas confirmés de COVID-19 et 2,5 millions de décès¹. La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur le bien-être des personnes, a bouleversé les sociétés et les économies, a exacerbé les inégalités, qui étaient déjà très marquées, et a creusé davantage le fossé entre les pays développés et les pays en développement. Elle a mis en lumière des failles importantes dans le système multilatéral de gouvernance mondiale et attiré l'attention sur la capacité des États à protéger leur population. La situation évolue dans le contexte d'une crise environnementale sans précédent qui a déjà rendu des populations plus vulnérables dans de nombreuses régions du monde.

Pour vaincre la pandémie aujourd'hui et mieux construire l'avenir, il faudra adopter une approche stratégique qui s'attaque à l'impact immédiat de la "poly pandémie", c'est-à-dire aux multiples crises simultanées, provoquées par la COVID-19, et qui traite les problèmes structurels, tout en repensant les fondements du monde d'avant la pandémie et en ouvrant la voie à un monde post-pandémique qui soit résilient, équitable, intelligent, vert, inclusif et juste.

Des analyses et des recherches approfondies ont montré les effets dramatiques de la COVID-19 sur l'économie mondiale, avec un impact sans précédent sur la pauvreté, l'emploi, le commerce et les secteurs clés canalisant les investissements directs étrangers. En outre, les dernières données montrent que la pandémie a entravé la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), faisant basculer des objectifs de développement essentiels hors de portée. Les personnes qui se trouvaient déjà en situation de vulnérabilité, particulièrement les pauvres, les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, sont les premières victimes de l'effondrement observé dans tous les secteurs. Ces catégories de personnes risquent d'être confrontées à de nouvelles difficultés si les effets dramatiques de la pandémie ne sont pas corrigés.

La pandémie a eu un impact sur les relations de l'homme avec la nature et les a transformées, tant au niveau général qu'individuel. Des voix s'élèvent pour demander que l'économie mondiale soit reconstruite de manière à rétablir un équilibre approprié entre les êtres humains et la nature, ce qui implique une nouvelle manière de penser à des aspects tels que la production et la consommation durables, la préservation de l'environnement, le rôle de l'économie des soins et de l'économie circulaire, et la définition du bien public.

¹ Organisation mondiale de la Santé, <https://covid19.who.int>

L'accès équitable aux vaccins se révèle être un test crucial pour la coopération internationale et déterminera la rapidité avec laquelle les pays pourront entrer dans la phase de reprise après la pandémie. Selon les estimations, un statu quo ou une éventuelle deuxième année de crise aurait des répercussions socio-économiques désastreuses et accroîtrait la pression exercée sur les gouvernements pour contenir la tempête, ce qui pourrait se faire au détriment des capacités et de la légitimité des institutions publiques et creuserait les inégalités, entraînant à son tour une montée des tensions au sein des pays et entre eux.

La phase de reprise doit s'appuyer sur des interventions et des réformes réalisables, conformes aux accords internationaux. De l'avis général, la pandémie ne doit pas servir d'excuse pour détourner l'attention de la mise en œuvre des ODD. Le Programme 2030 et les objectifs mondiaux offrent un cadre unique, qui peut aider à élaborer, appliquer et coordonner des politiques en faveur d'un développement inclusif qui ne laisse personne de côté. En raison de leur nature globale et interconnectée, les ODD doivent servir de base à l'élaboration de stratégies de reprise post-COVID-19 qui s'attaquent non seulement à la crise sanitaire mondiale actuelle, mais aussi aux déséquilibres empêchant encore notre monde d'être pleinement durable, juste et équitable. Une mise en œuvre réussie des ODD peut protéger le monde contre les conséquences dévastatrices de crises telles que celle à laquelle nous sommes actuellement confrontés.

En outre, un modèle de développement post-pandémique résilient et centré sur les personnes doit prendre en compte l'impact inégal et dévastateur de la COVID-19 sur les femmes, en particulier leur présence dans la main-d'œuvre rémunérée et leur sécurité financière, aujourd'hui et à l'avenir. Une réflexion sur un monde post-pandémique pourrait envisager la mise en place d'un nouveau contrat social entre la population et le gouvernement, fondé sur les droits de l'homme et sous-tendu par l'équité et l'égalité. Les sociétés doivent être préparées et équipées, en termes de capacités et de moyens, pour innover en vue de solutions durables. Par-dessus tout, les démocraties doivent être habilitées à concilier les dilemmes du monde d'avant la pandémie et à façonner un avenir meilleur².

Dans ce contexte, il a été décidé que le thème général de la 142^e Assemblée de l'UIP amènera les participants à se demander comment surmonter la pandémie aujourd'hui et mieux construire l'avenir. Il servira de cadre pour faire le point sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 et examiner la manière dont les parlements peuvent jouer un rôle central dans les efforts de reprise post-pandémie.

Les Commissions permanentes, ainsi que le Forum des femmes parlementaires et le Forum des jeunes parlementaires, sont invités à examiner ces questions de leur propre point de vue (paix et sécurité, développement durable, démocratie et droits de l'homme, genre et jeunesse) et à recenser des pistes d'action parlementaire possibles. Les Parlements membres seront également invités à faire connaître leurs expériences et leurs bonnes pratiques pour aller de l'avant.

Dans le cadre de l'Assemblée, les participants seront invités à réfléchir à un certain nombre d'aspects clés, notamment :

- les principales composantes de la phase de reprise et les possibilités de progresser vers une économie verte,
- l'accessibilité au vaccin en tant que bien public,
- le renouvellement de la coopération multilatérale et du dialogue pour relever les défis mondiaux, y compris les éventuelles pandémies futures,

² Sources de la note : Fonds monétaire international, "Perspectives de l'économie mondiale", janvier 2021 ; Banque mondiale, "Global Economic Prospects", janvier 2021 ; Banque mondiale, "Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty : Looking back at 2020 and the outlook for 2021", 11 janvier 2021 ; Organisation internationale du Travail, "Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail", septième édition, 25 janvier 2021 ; Organisation mondiale du commerce, "Trade shows signs of rebound from COVID-19, recovery still uncertain", 6 octobre 2020 ; PNUD, "Putting the UN Framework for Socio-Economic Response to COVID-19 Into Action", juin 2020 ; Economist Intelligence Unit, "Down but not out ? Globalisation and the threat of COVID-19", 2020 ; Economist Intelligence Unit, "Where have all the fundamentals gone ? Investing post-Covid", 2020 ; Foreign Affairs, "Capitalism After the Pandemic : Getting Recovery Right", novembre/décembre 2020.

- renforcer la résilience et s'attaquer aux causes profondes des revendications, afin de permettre aux communautés de reconstruire en mieux,
- les moyens et opportunités d'investir en priorité dans la sécurité humaine – augmentation des allocations budgétaires pour la santé et l'éducation, limitation des dépenses militaires,
- atténuer les effets négatifs de la pandémie sur la démocratie et les droits de l'homme et recenser les principales mesures que les parlements doivent prendre pour rétablir la confiance dans la démocratie,
- garantir une reprise équitable grâce à des politiques qui tiennent compte de la dimension de genre et au leadership des femmes,
- placer les besoins et les intérêts des jeunes au cœur des efforts pour une reprise durable, résiliente et équitable.